

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE DE TRAVAUX

Commune de Clichy-la-Garenne  
92110 CLICHY



MARCHE RESERVE

TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MISE EN PEINTURE  
DU MOBILIER URBAIN

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)

## **SOMMAIRE**

<b>ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>4</b>
1.1 – OBJET DE LA CONSULTATION	4
1.2 – ETENDUE DE LA CONSULTATION	4
1.3 – DECOMPOSITION EN TRANCHES ET/OU EN LOTS	4
1.4 – ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE	4
1.4.1 MONTANT DE L'ACCORD-CADRE	4
1.4.2 FORME DE L'ACCORD-CADRE	4
1.4.3. DUREE DE BONS DE COMMANDE	5
1.5 – LES INTERVENANTS	5
1.6 – DUREE DU MARCHE	5
<b>ARTICLE 2 : PIECES DU MARCHE</b>	<b>6</b>
2.1 – PIECES CONTRACTUELLES	6
2.2 – PIECES NON CONTRACTUELLES	6
<b>ARTICLE 3– CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX</b>	<b>6</b>
3.1 – DISPOSITIONS GENERALES	6
3.2 – CONFIDENTIALITE – MESURES DE SECURITE	6
3.3 – MESURES D'ORDRE SOCIAL, APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL	6
<b>ARTICLE 4 : PRIX</b>	<b>7</b>
4.1 – CARACTERISTIQUES DES PRIX	7
4.2 - MODALITES DE VARIATION DES PRIX	8
<b>ARTICLE 5 : AVANCE</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 6 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES</b>	<b>9</b>
6.1 – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES ET PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	9
6.2 – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	10
6.3 – PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS	10
<b>ARTICLE 7 : DELAI D'EXECUTION</b>	<b>11</b>
7.1 – DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX	11
7.2 – PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	11
<b>ARTICLE 8 : PENALITES</b>	<b>11</b>
8.1 – PENALITES DE RETARD	11
8.2 - PENALITE POUR DEFAUT OU MAUVAISE EXECUTION	11
8.3 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	11
<b>ARTICLE 9 : CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS</b>	<b>11</b>
9.1 - PROVENANCE, QUALITE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	11
9.2 - VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS	12
<b>ARTICLE 10 : PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX</b>	<b>12</b>
10.1 - REUNION DE LANCEMENT	12
10.2 - PERIODE DE PREPARATION	12

10.3 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER	12
<b>ARTICLE 11 : INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER</b>	<b>14</b>
11.1 - INSTALLATIONS DE CHANTIER	14
11.2 – EMPLACEMENTS MIS A DISPOSITION POUR DEBLAIS	14
11.3 - SIGNALISATION DES CHANTIERS	14
11.4 - APPLICATION DE REGLEMENTATIONS SPECIFIQUES	14
<b>ARTICLE 12 : DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER</b>	<b>14</b>
12.1 - GESTION DES DECHETS DE CHANTIER	14
12.2 - REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	14
12.3 - CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	15
12.4 - DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION	15
<b>ARTICLE 13 : RECEPTION DES TRAVAUX</b>	<b>15</b>
13.1 - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA RECEPTION	15
13.2 - RECEPTION PARTIELLE ET PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE	15
13.3 - MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	15
<b>ARTICLE 14 : GARANTIES ET ASSURANCES</b>	<b>15</b>
14.1 – DELAIS DE GARANTIE	15
14.2 – ASSURANCES	16
<b>ARTICLE 15 : RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 16 : DROIT ET LANGUE</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 17 : PRESTATIONS SIMILAIRES</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 18 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX</b>	<b>17</b>

## Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

### 1.1 – Objet de la consultation

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent : **la fourniture et la mise en œuvre de la peinture du mobilier urbain de la Ville de Clichy installé sur l'espace public ainsi que dans les squares et parcs.**

Dans le cadre du SPASER, la Ville a décidé de passer marché réservé en application des articles L2113-12, L2113-13 Code de la commande publique. A travers le SPASER, la ville de Clichy souhaite renforcer son engagement en faveur de l'égalité de chances notamment via l'insertion sociale.

### 1.2 – Etendue de la consultation

Le présent accord-cadre est soumis au Code de la Commande Publique.

Qualifié de marché de travaux, il est soumis aux dispositions du CCAG « Travaux » approuvé par Arrêté du 30 mars 2021.

Il s'agit d'un marché réservé en application des articles L2113-12, L2113-13 Code de la commande publique. En application de l'article L2113-14 le marché est réservé aux opérateurs économiques qui répondent aux conditions de l'article L. 2113-12 et à ceux qui répondent aux conditions de l'article L. 2113-13.

Il est passé selon une procédure adaptée ouverte, soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R.2123-1 1° du Code.

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande en application des articles L.2125-1, R2162-1 à 6 et R2162-13 et 14 du Code.

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles et les prestations à exécuter

### **Prescriptions générales:**

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P) pour chacun des lots.

**Lieu(x) d'exécution :** Clichy (92).

### 1.3 – Décomposition en tranches et/ou en lots

Conformément à l'article R. 2113-3 du Code, le présent marché ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots, son objet du marché ne permettant pas l'identification de prestations distinctes. En effet, la nature des prestations est similaire répondant à un besoin indissociable.

### 1.4 – Accord-cadre à bons de commande

#### 1.4.1 Montant de l'accord-cadre

En application de l'article R2162-4.2° du Code de la commande publique l'accord-cadre est passé sans montant minimum mais avec un montant maximum annuel en valeur de 300 000 €HT.

#### 1.4.2 Forme de l'accord-cadre

Le présent marché sera exécuté au moyen de **bon de commande**.

L'accord-cadre s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Chaque bon de commande précisera :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser par référence à la codification prévue au BPU ou du numéro de devis communiqué préalablement par le titulaire à la Ville
- les délais d'exécution ;
- les lieux de livraison et d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande ;

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-Travaux, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appelle des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande dans un délai de **7 jours ouvrés** à compter de la date de réception de celui-ci, sous peine de forclusion. Toutefois, en cas d'urgence le titulaire dispose d'un délai de **2 jours ouvrés** pour notifier ses observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

#### 1.4.3. Durée de bons de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de la validité du marché, en conséquence, certaines prestations pourront avoir lieu après la fin de validité du marché.

Les commandes seront exécutées suivant l'établissement des bons de commande.

#### 1.5 – Les intervenants

##### 1.5.1 – Maîtrise d'ouvrage

Ville de Clichy  
80 Boulevard Jean Jaurès  
92110 CLICHY

##### 1.5.2 – Maîtrise d'œuvre

Direction Générale des Services Techniques de la ville de Clichy  
51 rue Pierre  
92110 CLICHY

##### 1.5.3 – Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

Sans objet

##### 1.5.4 – Contrôle technique

Sans objet

##### 1.5.5 – Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Il sera désigné à la notification du marché.

#### 1.6 – Durée du marché

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un (1) an à compter de sa date de notification.

Il peut être reconduit tacitement par période successive d'un (1) an pour une durée maximale de reconduction de trois (3) ans, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur communique cette décision par écrit au moins trois (3) mois avant la date de reconduction.

Si le montant maximum annuel des commandes est atteint (ou qu'il n'est plus possible d'effectuer des commandes, le montant restant à engager sur l'accord-cadre étant trop faible) avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre ou de l'une de ses reconductions, la Commune pourra, le cas échéant, notifier au titulaire concerné une reconduction anticipée de l'accord-cadre.

Il est précisé que cette reconduction anticipée modifiera la date anniversaire de l'accord-cadre et, le cas échéant, modifiera la date de révision des prix prévue au contrat. Celle-ci sera alors recalée à la date effective de reconduction anticipée intervenue.

## **Article 2 : Pièces du marché**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

### 2.1 – Pièces contractuelles

- L'Acte d'Engagement (A.E.),
- Les Bordereaux des Prix Unitaires (B.P.U.),
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.), dont seul l'exemplaire conservé par la collectivité fait foi,
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ; dont seul l'exemplaire conservé par la collectivité fait foi, et ses annexes éventuelles ;
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
  - L'offre technique du titulaire.

### 2.2 – Pièces non contractuelles

- Le détail quantitatif estimatif (DQE).

## **Article 3– Conditions d'exécution des travaux**

### 3.1 – Dispositions générales

Les prestations devront être conformes aux pièces constitutives du marché, aux normes légales et réglementaires et spécifications techniques en vigueur à la date de réalisation.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.). L'entreprise est réputée, avant remise de son offre :

- avoir pris pleine connaissance de l'objet du marché ;
- avoir apprécié exactement toutes les conditions de construction des ouvrages ou subjectiles, et s'être parfaitement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités.

En conséquence, le titulaire a la charge de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité du personnel pendant toute la durée des travaux et des interventions s'y rattachant.

### 3.2 – Confidentialité – mesures de sécurité

Le Titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu de la personne publique communication des plans, informations, documents ou matériels quelconques, est tenu de maintenir et faire maintenir par son personnel le caractère confidentiel attaché à cette communication. Il devra informer dans l'heure la personne publique de toute violation de cette obligation de discrétion.

### 3.3 – Mesures d'ordre social, application de la réglementation du travail

Le titulaire est tenu de respecter les obligations qui s'imposent à lui au titre des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

### 3.3.1 – Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Conformément aux dispositions de l'article 282 de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, de l'article L 8291-1 du code du travail modifié par la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016, relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, le titulaire du marché fournira à son personnel une carte d'identification professionnelle délivrée dans les conditions fixées par le décret n° 2016-175 du 22 février 2016 relatif à la carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics et de l'arrêté du 20 mars 2017 relatif au traitement automatisé de données à caractère personnel,

Pour mémoire, cette obligation s'applique à chaque salarié effectuant des travaux de bâtiment ou de travaux publics pour le compte d'une entreprise établie en France ou pour le compte d'une entreprise établie hors de France en cas de détachement.

La carte d'identification professionnelle doit comporter les informations relatives au salarié, à son employeur, le cas échéant à l'entreprise utilisatrice, ainsi qu'à l'organisme ayant délivré la carte.

## **Article 4 : Prix**

### 4.1 – Caractéristiques des prix

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront réglées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires dont le libellé est donné au bordereau de prix unitaires (B.P.U).

Le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que tous les frais afférents.

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux (article 9.1.1 alinéa 2 du CCAG Travaux), que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels et notamment des conséquences de situations de sécheresse ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

De surcroît, sur la base de la définition et de la description des ouvrages telles qu'elles figurent dans les documents de consultation, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient, après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

■ **Poursuite des travaux après atteinte du montant du contrat :**

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG Travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les montants des acomptes sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts. Lors du paiement des acomptes le fait générateur est réputé intervenir lors de l'expiration de la période de décompte correspondant.

En cas de sous-traitance et conformément aux dispositions relatives à l'autoliquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adresse une facture en hors taxe pour les prestations réalisées.

La TVA relative aux prestations sous-traitées est, quant à elle, perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

4.2 - Modalités de variation des prix

Ce marché est traité à prix unitaires.

Les prix initiaux du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont fixes pendant la première année du marché. En cas de reconduction, par application de l'article R2112-13 du Code de la commande publique les prix seront révisés les années suivantes à la date anniversaire de l'accord-cadre (correspondant à la date de notification initiale du marché ou à la date de reconduction anticipée en cas d'application de la clause de reconduction anticipée prévue à l'art « Clause de réexamen »), en application de la formule suivante :

La révision des prix se fera à partir de la formule suivante :

$$\rightarrow P = P_0 (0,15 + (0,85 \times (I_m / I_0)))$$

P : Prix révisé

P<sub>0</sub> : Prix initial

I<sub>0</sub> : Valeur de l'indice du mois zéro et correspondant au mois de remise des offres

I<sub>m</sub> : dernier indice à la date de mise en ligne

Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 20.30 – Peintures, vernis et autres revêtements encres d'imprimerie et mastics

**Article 5 : Avance**

Conformément aux articles L.2191-2 et R.2191-3 et suivants du code, une avance sera versée au titulaire, sauf indication contraire dans l'Acte d'Engagement, dès lors que le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 Euros HTVA et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Cette avance n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Conformément à l'article 10.1 du CCAG TVX, l'option B est retenue. Le montant de cette avance est fixé à 5% de l'assiette prévue à l'article R.2191-7 du Code.



Pour les commandes effectuées par la Commune, ce montant est porté à 10 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code.

Le remboursement de l'avance sera effectué en une fois, lors de la présentation de la facture correspondant au bon de commande concerné, par précompte sur les sommes dues au titulaire.

Le précompte s'effectue après application de la clause de variation des prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde. Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés est au moins égal au seuil fixé par l'article R.2193-10 du Code.

En cas d'acceptation de l'avance, cette dernière ne pourra être versée qu'après constitution de la garantie à première demande prévue à l'article R.2191-7 du code. Toutefois, si les deux parties en sont d'accord, cette garantie à première demande pourra être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

## **Article 6 : Modalités de règlement des comptes**

### **6.1 – Modalités de règlement des comptes et présentation des demandes de paiement**

Les demandes de paiement seront présentées conformément à l'article 13.1 du C.C.A.G.-Travaux.

Les demandes de paiement seront établies en un original, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du contrat ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- le relevé des travaux exécutés (constat contradictoire ou simples constatations) accompagné du calcul des quantités prise en compte, effectué sur la base de ce relevé;
- le montant hors taxe des travaux exécutés ;
- le calcul (justifications à l'appui) des coefficients d'actualisation des prix ;
- le montant, éventuel des primes ;
- le remboursement des débours incombant au maître de l'ouvrage dont l'entrepreneur a fait l'avance, le cas échéant ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;
- le montant total TTC des travaux exécutés (incluant, le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier) ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale modifié (notamment les auto-entrepreneurs relevant du régime fiscal de la micro-entreprise).

**Les entreprises ont l'obligation de dématérialiser leurs factures. Les entreprises doivent transmettre leur demande de paiement sous forme dématérialisée sur le portail "Chorus Pro" à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>**

**Les factures transmises en dehors de ces obligations ne seront pas traitées.**

#### 6.2 – Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

#### 6.3 – Paiement des cotraitants et des sous-traitants

La déclaration de sous-traitance annexée au marché, précise tous les éléments des articles R.2193-1 à R.2193-9 du Code de la Commande Publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;

- Le compte à créditer.
- Modalités de paiement des sous-traitants directs :
  - ♦ Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
  - ♦ Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
  - ♦ Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Cette demande est libellée hors taxe et porte la mention «Autoliquidation» pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier.
  - ♦ Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
  - ♦ Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
  - ♦ Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
  - ♦ Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
  - ♦ En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.
- Modalités de paiement direct des cotraitants :
  - ♦ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations;
  - ♦ En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article du C.C.A.G.-Travaux.

## **Article 7 : Délai d'exécution**

### 7.1 – Délai d'exécution des travaux

Les délais d'exécution sont indiqués au C.C.T.P.

### 7.2 – Prolongation du délai d'exécution

Il sera fait application des dispositions des articles 18.2.2 et 18.2.3 du C.C.A.G Travaux.

## **Article 8 : Pénalités**

Les pénalités peuvent être appliquées sans mise en demeure ni formalités préalables, sur simple constatation.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

### 8.1 – Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-Travaux, en cas de non-respect des délais indiqués au C.C.T.P le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de :

- 50€HT par jour de retard pour un devis
- 100€HT par jour ouvrés de retard pour les travaux normaux
- 150€HT par jour ouvré de retard pour les travaux urgents.

### 8.2 - Pénalité pour défaut ou mauvaise exécution

- Pénalité pour non transmission des documents indiqué au CCTP à l' « Article I.4.2 – Documents à fournir » : 50€HT par documents
- Pénalité pour fournitures non conformes aux fiches techniques proposées lors de la consultation, ou non validées en amont par le pouvoir adjudicateur : 50 €HT par fourniture.

### 8.3 Exécution aux frais et risques

Dans le cas où le titulaire ne serait pas en mesure d'assurer tout ou partie des prestations dans le délai imparti et eu égard à la nature de celles-ci, le pouvoir adjudicateur pourra s'adresser, aux frais et risques du titulaire, au prestataire de son choix, après mise en demeure du titulaire.

S'il en résultait une différence de prix au détriment du pouvoir adjudicateur, cette différence serait mise de plein droit à la charge du titulaire défaillant et imputée d'office sur le montant du plus prochain paiement effectué à son profit. Toutefois, cette pénalité ne s'appliquera pas si le titulaire se trouve dans l'incapacité, pour cas de force majeure, dont il devra faire la preuve, d'honorer la commande reçue

La même disposition s'applique en cas de résiliation du contrat au tort du titulaire.

L'exécution de la prestation par un tiers au frais et risques du titulaire seront payables à la réception du titre de recettes émis par le pouvoir adjudicateur.

## **Article 9 : Caractéristiques des matériaux et produits**

### 9.1 - Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants d'entretien dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les matériaux et produits utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le cahier des clauses techniques particulières.

### 9.2 - Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Des vérifications qualitatives et quantitatives seront effectuées sur les matériaux et produits objet du marché. Ces essais peuvent avoir lieu avant le commencement des travaux ainsi qu'en cours d'exécution ou à réception.

Il sera fait application du CCTP ainsi que de l'article « Article I.9. – Choix des produits » du C.C.T.P. Les essais sont à la charge du titulaire indiqués dans le C.C.T.P. sont à la charge du titulaire

## **Article 10 : Préparation et Coordination des travaux**

### 10.1 - Réunion de lancement

Une réunion de lancement sera programmée à la notification du marché.

### 10.2 - Période de préparation

Par dérogation à l'article 28.1, la période de préparation est incluse dans le délai d'exécution des travaux (CCTP Art. I.11).

Dans le cadre de l'élaboration du plan de prévention, Maître d'ouvrage et titulaire(s) doivent effectuer, pendant la période de préparation, les opérations suivantes :

- le maître d'ouvrage a la charge d'organiser, conformément à l'article R. 4512-2 à 5 du Code du travail, une inspection commune à laquelle participe le ou les titulaires.
- le ou les titulaire(s) participe(ent) à l'inspection commune préalable des lieux de travail, des installations et des matériaux conformément à l'article R.4512-2 à 5 du Code du travail.
- le ou les titulaire(s) analyse(ent) les risques liés à l'opération afin de définir les mesures de préventions;
- le ou les titulaire(s) élabore(nt), conjointement avec le maître de l'ouvrage, le plan de prévention des risques au sens de l'article R. 4512-6 à 16 du Code du travail. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants).

Un programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations du chantier et des ouvrages provisoires prévues à l'article 28.2 du C.C.A.G.-Travaux est établi et présenté au visa du maître d'œuvre, par les soins du ou des titulaires.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur pour la sécurité doit effectuer les opérations suivantes :

- Adaptation et modification du plan général de coordination ou plan général de coordination simplifié en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier conformément aux dispositions du décret n° 94-1159 du 26.12.94 modifié.

### 10.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

#### **Principes généraux**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail (plan de prévention ou coordination sécurité et protection de la santé) ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné le cas échéant et selon les bons de commande, dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur S.P.S ».

#### **1) En cas de bon de commande dont les travaux sont soumis à un plan de prévention :**

Le maître d'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention qu'il prend et de celles que prennent l'ensemble des entreprises intervenant sur le chantier. Chaque entreprise est tenue d'informer ses salariés des risques et des mesures de prévention prises et demeure responsable de l'application de ces mesures, nécessaires à la protection de son personnel.

#### **Obligations du Maître de l'ouvrage**

Le maître d'ouvrage a l'obligation d'alerter l'entrepreneur en cas de danger grave à l'encontre d'un des salariés de cette entreprise et possibilité d'arrêter tout ou partie du chantier et coordonne les nouvelles mesures de prévention qui seraient prises à l'occasion d'organisation d'inspections ou de réunions périodiques.

#### **Obligations du titulaire**

Chaque titulaire est responsable de la mise en œuvre des mesures prévues par le plan de prévention, de la reprise de ces mesures préalables en cas de sous-traitants déclarés en cours de travaux, Il est aussi responsable de la mise à jour du plan de prévention faisant suite à de nouvelles inspections.

### **2) En cas de bon de commande dont les travaux sont soumis à un plan général de coordination de sécurité et protection de la santé :**

#### **A) Autorité du coordonnateur S.P.S.**

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

#### **B) Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.**

##### *1- Libre accès du coordonnateur S.P.S.*

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

##### *2- Obligations du titulaire*

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- le P.P.S.P.S. ou le P.P.S.P.S simplifié ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- les effectifs prévisionnels affectés au chantier : dans les 5 jours qui suivent la notification du bon de commande ou le début de la période de préparation si les travaux du bon de commande en prévoit une ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail ;

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le document visé au présent C.C.A.P.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître de l'ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S., le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

### **C) Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants**

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

## **Article 11 : Installation et organisation du chantier**

### 11.1 - Installations de chantier

Conformément à l'article 31.1 C.C.A.G.-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

### 11.2 – Emplacements mis à disposition pour déblais

Il n'est pas prévu d'emplacement mis gratuitement à la disposition du titulaire pour le dépôt des déblais excédents.

### 11.3 - Signalisation des chantiers

Conformément à l'article 31.6 du C.C.A.G.-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

### 11.4 - Application de réglementations spécifiques

Les réglementations spécifiques suivantes sont applicables : voir indications au sein du C.C.T.P.

## **Article 12 : Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

### 12.1 - Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que «producteur» de déchets et du titulaire en tant que «détenteur» de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste «producteur» de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation des déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Le titulaire devra remettre au maître d'ouvrage les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets. Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire. Lorsqu'il aura été constaté que le titulaire n'a pas procédé à l'évacuation des déchets provenant de la démolition ou de la construction, il sera fait application des stipulations de l'article 37.2 du C.C.A.G.-Travaux.

### 12.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, dans le délai de 3 jours ouvrés à compter de la date de la notification de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

Par dérogation à l'article 37 du CCAG-Travaux, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de 5 jours calendaires après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

#### 12.3 - Contrôles des ouvrages en cours de travaux

Le pouvoir adjudicateur pourra, à tout moment, se rendre sur le lieu du chantier et contrôler les travaux en cours.

#### 12.4 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire devra remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du C.C.A.G.-Travaux. Les délais et modalités de remise des documents applicables sont ceux prévus par ce même article.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés sera remis au coordonnateur S.P.S. pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (D.I.U.O.).

### **Article 13 : Réception des travaux**

#### 13.1 - Dispositions applicables à la réception

Chaque bon de commande donne lieu à des prestations propres pouvant faire l'objet d'une réception et d'un règlement dès leur réalisation.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés : le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux articles mentionnés du cahier des charges.

Le délai maximal dans lequel le maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 20 jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux.

#### 13.2 - Réception partielle et prise de possession anticipée

La réception partielle des ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations, est réalisée conformément aux dispositions des articles 42.1 et 42.2 du C.C.A.G.-Travaux.

Le maître de l'ouvrage se réserve, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, le droit de prendre possession des ouvrages ou parties d'ouvrages définis par Bon de Commande.

#### 13.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de disposer des ouvrages non encore achevés définis par bon de commande.

### **Article 14 : Garanties et assurances**

#### 14.1 - Délais de garantie

Le délai de garantie est précisé à l'article 44 du C.C.A.G.-Travaux.

#### 14.2 – Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils sont titulaires du contrat d'assurance responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

Ils auront également souscrit une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

#### **Article 15 : Résiliation de l'accord-cadre**

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux, relatives à la résiliation du marché et du Code de la Commande Publique sont applicables.

Par dérogation à l'article 50.4 du C.C.A.G.-Travaux, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra pas d'indemnité.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3, R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, il sera résilié aux torts du titulaire.

En cas de refus d'exécution, d'exécution partielle ou d'exécution insatisfaisante de la mission par le prestataire et après mise en demeure restée infructueuse sous un délai de 15 jours ouvrés adressée au prestataire de répondre aux exigences de la Ville, ce dernier peut décider de mettre fin au présent marché sans indemnités.

Par ailleurs, conformément à l'article L8222-6 du Code du travail, en cas de travail dissimulé, le pouvoir adjudicateur, informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code de travail, doit lui enjoindre aussitôt de faire cesser sans délai cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure apporte au pouvoir adjudicateur, dans un délai de deux (2) mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. À défaut, le marché peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Dans le cas de négligence, de manquements fréquents, aux conditions de l'accord-cadre ou de retards dans les délais de réalisation, la ville enverra un courrier recommandé avec accusé de réception, si aucune solution n'est apportée rapidement, la ville aura la possibilité de faire exécuter les prestations, par une autre entreprise aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 45 C.C.A.G.-TVX.

#### **Article 16 : Droit et langue**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de CERGY-PONTOISE est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

#### **Article 17 : Prestations similaires**

En vertu de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, les prestations pourront donner lieu à un nouveau marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires, et qui seront exécutées par le titulaire de ce présent marché. Les conditions



d'exécution de ce nouveau marché seront identiques à celles du présent marché. Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

Le montant ne pourra pas dépasser 30% du montant marché initial.

**Article 18 : Dérogations aux documents généraux**

Les dérogations aux C.C.A.G.-Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 1.4.2 déroge à l'article 3.7.2 du C.C.A.G.-Travaux.

L'article 2 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G.-Travaux.

L'article 4.1 déroge à l'article 14.4.3 du C.C.A.G.-Travaux.

L'article 8.1 déroge aux articles 19.2 et 19.2.2 du C.C.A.G.-Travaux.

L'article 10.2 déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G.-Travaux.

L'article 12.2 déroge à l'article 37 du C.C.A.G.-Travaux.

L'article 15 déroge à l'article 50.4 du C.C.A.G.-Travaux.